



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
 L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°180 du lundi 17 octobre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 11
- **Activités du gouvernement.** P.8

ECONOMIE

Signature de convention FAFPA/CNPB :

Un partenariat gagnant pour le secteur privé

Région du Centre

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



La remise du chèque de 112.500.000 FCFA.

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES



Signature de convention FAFPA/CNPB :

Un partenariat gagnant pour le secteur privé

Région du Centre



La remise du chèque de 112.500.000 FCFA.

Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) a procédé à la remise officielle d'un chèque de cent douze millions cinq cent mille (112.500.000) FCFA en faveur du Conseil National du Patronat Burkinabé (CNPB) afin de palier le besoin en formation de six cent soixante-dix (670) ressources humaines. La cérémonie s'est déroulée à l'hôtel Splendid de Ouagadougou ce jeudi 13 octobre 2016 sous la présidence du Ministre en charge de la jeunesse de la formation et de l'insertion professionnelle, Jean Claude Bouda.

Le CNPB a été créé en 1976 par des opérateurs économiques désireux d'avoir une association pour la défense de leurs intérêts. Son objectif majeur est donc d'améliorer la gestion interne des entreprises et des groupements professionnels par la mise en œuvre des moyens de formation adéquats. C'est dans ce cadre que le FAFPA, a choisi d'accompagner le secteur privé par l'intermédiaire du CNPB à hauteur de cent douze millions cinq cent mille (112.500.000) FCFA. Cette convention est le fruit de plusieurs années d'échanges pendant lesquelles le Patronat a toujours recommandé une réorientation substantielle des ressources du FAFPA vers la formation professionnelle des ressources humaines du secteur structuré afin d'améliorer la productivité des entreprises.

Selon le Dr Jean Baptiste Yaméogo, président du comité statutaire représentant le président du CNPB, une étude qu'ils ont réalisée en 2013 sur les besoins en renforcement de capacité des membres a révélé que 70% des besoins sont axés vers la formation. Aussi, le CNPB à ce jour, a enregistré plus de deux mille (2000) besoins de formation exprimés par les entreprises et non encore satisfaits.

La signature de la convention entre le FAFPA et le CNPB ayant pour but d'améliorer la capacité des ressources humaines des entreprises, de leur professionnalisme dans la production, des biens et des services, est donc une suite logique à ces recherches.

Le représentant de la Coopération suisse, Monsieur Jean Bernard Dubois, au nom des Partenaires

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Le président de la cérémonie, M. Jean Claude Bouda.

techniques et financiers a fait état de la finalisation d'un programme de coopération dans le domaine de la formation professionnelle sur trois (03) ans, pour un montant de neuf (09) millions de francs suisse. Afin de dynamiser le secteur de la formation

professionnelle au Burkina Faso.

Avant de clôturer la cérémonie, Monsieur Jean Claude Bouda, ministre de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle a salué l'initiative, tout en remerciant les Partenaires Techniques et Financiers

pour leur soutien. Il s'est aussi dit particulièrement heureux de présider ce moment symbolique qui caractérise la volonté et l'engagement des plus hautes autorités du pays d'inscrire la valorisation du capital humain comme une variante spécifique du développement social et économique.

Ainsi, pour l'année 2016, c'est un montant de cent douze millions cinq cent mille (112.500.000) FCFA qui est mis à la disposition des entreprises et organisations professionnelles ayant formulé leurs besoins de formation à travers le CNPB pour le renforcement des capacités techniques et managériales de six cent soixante-dix (670) employés et chefs d'entreprises du secteur privé autour des thématiques qui sont entre autres, l'informatique, les itinéraires techniques des principales spéculations et les bonnes pratiques agricoles, la santé et sécurité au travail, la gestion des projets, le *syscoa* révisé, les techniques de négociation commerciale et le montage des dossiers d'appels d'offres.

Danielle BADOLO pour SC
Info

Sensibilisation cambriolages



Nos habitudes, nos attitudes sont très souvent les causes de nos cambriolages.

Cela marche comme de la suggestion: en effet sur 10 cambrioleurs domestiques, 6 sont des voleurs occasionnels qui commettent leurs forfaits quand ils voient des objets qu'ils peuvent revendre ou tout simplement utiliser.

Ne laissez pas traîner vos affaires dans vos véhicules, sur vos motos ou sur vos terrasses...

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service.



Grève de soixante-douze heures au District Sanitaire de Titao

Région du Nord



Les manifestants.

Réunis le Jeudi 13 Octobre 2016 au sein du Centre Médical avec Antenne Chirurgicale (CMA) de Titao, les agents de santé du district sanitaire ont abandonné leurs outils de travail pour protester contre la gestion des ristournes affectées à chaque agent qu'ils qualifient de mafieuse. Par conséquent, ils exigent le départ du MCD et Le Responsable Administratif et des Finances. C'est un mot d'ordre de grève, de soixante-douze heures de grève, lancé par le Syndicat National de la Santé Humaine et Animal (SYNSHA) à tous ses militants et agents relevant de

la circonscription sanitaire de Titao.

Tout est parti du retard et de la discorde née du calcul des ristournes affectées à chaque agent. Ces ristournes constituent 20% des recettes des consultations et frais d'hospitalisation. Selon l'ancien système, la somme affectée aux agents est proportionnellement à sa catégorie. Avec l'arrivée du système Financement Basé sur les Résultats (F.B.R), le paiement est fonction du travail et du dynamisme de l'agent.

Avec le calcul intégré de la gratuité des soins entrepris par le gouvernement burkinabè, les ristournes connaîtront une hausse au regard de la complexité de la tâche.

Selon Kassoum DJANDA, Secrétaire Général de la sous-section SYNSHA, le médecin chef du district (MCD), Rodrigue Watton DIAO et son staff n'ont pas respecté ce principe et pire on enregistre un retard de paiement surtout pour le mois post-gratuité essentiellement août-Septembre. « *A cela s'ajoute une discordance des quittances de paiement consultation et d'hospitalisation dans le rapport mensuel dressé par le Gestionnaire. Souvent des quittances sans numéro, au niveau du bloc opératoire sont constatées, la tarification est presque inexistante pour certains mois, surtout pour les infirmiers* » a ajouté Kassoum DJANDA.

Pour interpellier la hiérarchie, les agents ont observé un arrêt de travail

La suite à la page 5



ACTU REGION

La suite de la page 4.

le samedi 08 et le dimanche 09 Octobre 2016 alors que le MCD était en mission.

Informé par son Coordonnateur de l'Unité des Soins à son retour, le Médecin Chef a entrepris la résolution en faisant appel aux Organisations de la Société Civile (OSC) pour les informer de la situation qui prévaut au CMA de Titao. Une initiative jugée conflictuelle par les agents qui disent être en insécurité.

De nouveau, les infirmiers passent à une lutte avec des nouvelles revendications. Le SYNSHA dépose un préavis de grève au Haut-Commissariat avec ampliations à la Direction Régionale de la Santé du Nord et au CMA. Ces revendications sont entre autres : le traitement indulgent des ristournes allouées aux agents, la connexion du groupe électrogène au laboratoire, le paiement de la formation sur la gratuité des soins des enfants de 0 à 5 ans, l'instauration d'une prise en charge du monitoring et enfin le départ sans condition du MCD et du responsable Administratif et des Finances.

A la suite de ce préavis de grève, le MCD a convoqué une assemblée



Dr Rodrigue Watton DIAO, médecin chef du district sanitaire de Titao.

générale le lundi 10 octobre, au sein du CMA pour échanger sur la question. Le Directeur Régional, au regard de la situation délétère, était présent pour mieux comprendre les faits qui divisent son département.

Au sortir de la rencontre, les protagonistes n'ont pas trouvé un terrain d'entente et les échanges se sont poursuivis le mardi 11 Octobre

avec les autorités coutumières et religieuses et madame le haut-commissaire.

La rencontre en présence des autorités n'a pas trouvé de compromis, les agents de tous les CSPTS du District se sont donc réunis au CMA ce 13 octobre pour soixante-douze heures de grève. Ils ont cependant veillé à ce qu'un service minimum dans les unités sanitaires soit assuré

Quant au Médecin Chef Dr Rodrigue Watton DIAO, au jour du 13 octobre à 12H30, il a rassuré que tout était réuni pour une sortie de crise au sein de son département. Il a appelé tous les acteurs à plaider pour la paix, la tolérance et surtout le pardon pour une meilleure cohésion sociale.

Boureima Sogoba pour SCI



Kassoum DJANDA, Secrétaire Général de la sous-section SYNSHA.



Bougouriba

Les Maires outillés à l'élaboration du Budget

Région du Sud-Ouest



Les Maires à l'école du Budget.

Les Maires de la province de la Bougouriba ont organisé le 12 Octobre 2016, à Diébougou, leur deuxième journée de concertation. Objectifs: s'informer et acquérir les bases sur l'élaboration du budget primitif et les éléments le constituant.

C'était dans la salle de fête de la mairie que les maires des différentes localités de la province se sont retrouvés pour échanger autour du thème : *Budget, premier outil des travailleurs des mairies*. Outre la présence

des maires des cinq communes que compte la province, cette deuxième journée de concertation a connu la participation des premiers adjoints aux maires, et les responsables de la commission financière.



Les communicateurs du thème.

Deux communications étaient au menu des échanges. La première a été livrée par Augustin KOLOHO, Directeur provincial des impôts de la Bougouriba. Il a exposé sur les recettes fiscales et non fiscales. Un accent particulier a été porté sur les recettes fiscales qui se résument en six (06) taxes, ce sont : les patentes, les recettes sur la contribution des

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.

micros entreprises, les taxes de résidence, de jouissance, les taxes sur les mains mortes et les armes. Pour le Directeur provincial, ces recettes sont recouvertes par leur service au profit des Communes. La mobilisation des recettes et la sensibilisation des contribuables doivent être le combat quotidien des Maires pour la relance économique des communes a-t-il ajouté

Le deuxième communicateur, Lolo BEZO, Percepteur de Diébougou, a inculqué aux Maires la nomenclature

du budget, les différentes rubriques, les comptes, inclus dans le budget. A travers ces échanges à l'issue des exposés participatifs, les participants sont sortis de l'école nantis des bagages intellectuels pour mieux élaborer leur budget primitif a laissé entendre le Maire de Tiankoura, Sié POODA Pour le bourgmestre le choix du thème était d'urgence pour l'élaboration du budget primitif prévue pour ce mois d'Octobre.

Le coordonnateur des Maires

Alphonse SOMDA, dans son mot de clôture, a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des communicateurs, qui n'ont ménagé aucun effort pour être à la hauteur de leur tâche. Certaines sources de recettes fiscales et non fiscales étaient méconnues par les nouveaux Maires et cet exposé vient à point nommé a conclu le Coordonnateur.

Le rendez-vous est pris pour la troisième rencontre à Dolo sur le thème « *La route, comme facteur du développement* ».

Frederick Pooda pour SC Info

Grève des travailleurs des collectivités territoriales dans les Cascades

Région des Cascades

Suite au mot d'ordre de grève de soixante-douze (72) heures lancé par le Syndicat National des Travailleurs des collectivités territoriales du Burkina (Synatra-CTB) du 10 au 12 octobre 2016 pour protester contre l'application depuis 2013 à la police municipale uniquement, d'un barème de solde et classement indiciaire et une grille indemnitaire différents de ceux appliqués aux autres agents des collectivités territoriales alors que tous sont régis par la seule et même loi.

Les agents des collectivités territoriales qualifient ce traitement salarial de discrimination et d'injustice. Ce mot d'ordre a été respecté par ceux de la région des cascades.

Selon Seydou KONATE, Secrétaire



Seydou KONATE, Secrétaire Général du synatra-CTB de la région des Cascades à droite.

Général du synatra-CTB de la région des Cascades, « les autorités du Burkina ont divisé notre famille... Avec le ministre de l'administration de la décentralisation et de la sécurité, Simon COMPAORE, on avait espoir parce qu'il fut Maire de la commune de Ouagadougou et président de l'Association des municipalités du

Burkina. Il est le seul à connaître nos réalités et avec lui nos conditions allaient s'améliorer. A l'issue des 72 heures, si aucune solution n'est trouvée, la grève se poursuivra en illimité. »

Jean Paul YEKPAYE pour SC Info

jeanpaulekpaye@yahoo.fr



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

Simon Compaoré à propos de l'enquête parlementaire sur le foncier : « C'est un très bon exercice qui honore notre pays »

Région du Centre



Simon COMPAORE, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure.

A l'issue de la cérémonie d'ouverture de l'atelier national d'immersion du présimètre, qu'il a présidé le 14 octobre 2016, le Ministre d'Etat, Simon Compaoré a réagi par rapport aux résultats de l'enquête parlementaire sur le foncier urbain au Burkina Faso publiés le 13 octobre 2016, par l'Assemblée Nationale.

« Une couverture a été levée sur un

certain nombre de choses dont on avait parlé. Et chacun sera responsable et devra s'assumer.

Je veux simplement dire qu'en tant qu'ancien maire, nous avons aussi fait ce petit exercice en montrant que tous ceux qui ont géré, ils doivent rendre compte et être prêt à tout moment lorsqu'il y a une interpellation de la part de la population, des élus ou de la justice. C'est un très bon exercice qui honore notre pays. Vous n'avez pas entendu le nom de Simon Compaoré.

Simon Compaoré est très fier d'avoir passé dix-sept (17) ans à la tête de la ville de Ouagadougou. Même si demain je ne suis pas au Burkina Faso, et qu'on appelle pour dire qu'il y a quelque chose qui est retenu contre moi, je ne mettrai pas un seul jour avant de rejoindre le pays ».

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITES DU GOUVERNEMENT

3e édition du Rebranding Africa Forum Replacer l'Afrique et le Burkina au centre de Bruxelles

Bruxelle,

La troisième édition du Rebranding Africa Forum (RAF) a ouvert ses portes le jeudi 13 octobre 2016 à Bruxelles, en présence de la ministre burkinabè de l'Economie, des Finances et du Développement, Madame Hadizatou Rosine COULIBALY et du ministre fédéral de l'Agriculture et des PME de la Belgique, Monsieur Willy BORSUS et sous les regards de nombreux opérateurs économiques africains. Une forte délégation d'acteurs économiques burkinabè opérant dans divers secteurs d'activités était présente, à l'ouverture officielle du Rebranding Africa Forum 2016.

Placée sous le thème « relever les défis de l'industrialisation », cette haute tribune africaine souhaite amener les décideurs à se pencher sur l'un des leviers importants du développement du continent. Pour son fondateur, Monsieur Thierry HOT, le RAF « ambitionne de fonctionner comme une banque d'idées nouvelles, de propositions et de directives claires pour redessiner l'image du continent et tracer les sillons du développement ».

Le promoteur de ce rendez-vous devenu incontournable à, au cours de la cérémonie d'ouverture, remercier le Président du Faso et le gouvernement burkinabè pour leur contribution à la réussite de l'évènement qui consacre le pays des hommes intègres en tant invité d'honneur.

Le message du Président du Faso a été livré à l'assistance par la ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Madame Hadizatou Rosine COULIBALY. Citant le Président KABORE, elle a soutenu que ce rendez-vous continental annuel est « l'occasion de



Rosine COULIBALY, ministre de l'économie .

présenter, loin des clichés par nature simplificateurs et déformateurs, un pays aux potentialités réelles, déterminé à vaincre l'adversité pour forger avec succès son avenir ». Abordant le thème central de ce forum, la représentante du Président Roch Marc Christian KABORE a mis un focus sur les trois conditions minimales pour l'industrialisation du continent.

Il s'agit selon elle, de disposer de ressources humaines qualifiées, de réaliser des infrastructures économiques viables et de garantir un cadre juridique favorable. Pour cela, l'accent doit être mis sur l'amélioration de la production ainsi que sur sa transformation tout en soutenant les industries par la consommation des produits made in Africa. La Belgique qui abrite ce forum des acteurs économiques africains depuis son lancement en 2014, a été représentée, à la cérémonie d'ouverture, par son ministre de l'Agriculture et des PME.

« La Belgique n'a pas de leçon à donner, elle a juste une expérience à partager » avec le continent. Il a salué

l'exemple du Burkina Faso qui vient de réussir une transition politique et des « élections libres, démocratiques et transparentes », a fait remarquer Monsieur Willy BORSUS,

Le Rebranding Africa Forum se tient sur trois jours. La deuxième journée est dénommée « Burkina Day ». Elle sera l'occasion pour la délégation burkinabè de montrer aux yeux des partenaires, le potentiel du pays en matière d'investissements et surtout les efforts déployés par le gouvernement pour lever les obstacles à l'industrialisation notamment dans les secteurs de l'énergie, de la communication, de la formation de ressources humaines capables et de l'accès au financement.

**La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso**



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

POSTE : Responsable de Programme « Appui à des initiatives économiques innovantes, dans le département de la Bouenza, Congo Brazzaville »

Description

Poste salarié à pourvoir le 01/12/2016, basé à Madingou.

Mission

L'ONG : Initiative Développement (<http://ww.id-ong.org>) est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes de développement, principalement axés sur le renforcement des capacités locales à travers l'accès aux services de base : santé, éducation, eau, agriculture, énergie. Aujourd'hui, ID intervient sur 20 programmes de développement dans 7 pays. Budget 2015 : 4 M € / ; Effectif : 17 personnes siège / 130 sur le terrain. ONG créée en 1994, siège basé à Poitiers.

Éléments de contexte :

ID est présent au Congo depuis 2005. L'ONG est d'abord intervenue à travers un programme de lutte contre le sida. Depuis 2010, ID poursuit un programme d'appui à la décentralisation et de renforcement d'organisations paysannes dans les départements du Pool et de la Bouenza, en partenariat avec une ONG congolaise, la Fondation Niosi. Un programme en agriculture et développement Local vient également de débiter dans 2 districts du département de la Lékoumou, en partenariat avec l'ONG américaine de conservation WCS. Par ailleurs, ID mène depuis 2013 un programme de développement d'une filière « cuiseurs économes

en bois et charbon » à Brazzaville qui a été récemment étendu dans le département des Plateaux (Ngo).

Le projet :

La Bouenza est le département le plus peuplé du Congo après Brazzaville. Le présent projet s'inscrit dans un vaste programme cofinancé par l'Etat et l'UE, s'intitulant « Mesures d'accompagnement en faveur des pays ACP signataires du protocole sucre ». Il s'inscrit dans un processus de diversification de l'économie locale, en favorisant la création ou la consolidation d'entreprises artisanales ou agricoles, à même de créer des emplois en substitution de ceux offerts jusque-là par l'industrie sucrière, en récession continue. D'une durée de 2 ans, et d'un montant de 668 000€, il est cofinancé par le Ministère du Plan et l'Union Européenne.

Son contenu vise résolument à créer des emplois, tout en répondant à des besoins locaux, en matière de bois-énergie. Il se compose de plusieurs axes d'intervention qui s'appuient sur les expériences déjà acquises par ID au Congo :

Une meilleure connaissance des instituts de microfinance locaux, et l'amélioration de leurs offres : recensement des IMF de la Bouenza et diagnostic de l'offre, conduite d'ateliers de réflexion avec les IMF volontaires pour adapter leur offre, sensibilisation et accompagnement des entrepreneurs soutenus par le projet.

L'appui à des artisans et revendeurs pour la fabrication – vente de cuiseurs économes en bois et charbon, pour répondre au déficit chronique de bois-énergie de ce

département avec la formation des artisans (7 entreprises/ 1 par site, 2 à Nkayi) à la fabrication d'un produit standard de qualité, la gestion de stocks et la gestion d'une TPE. Constitution et formation d'un réseau revendeurs (2 par site) : gestion des stocks, suivi des commandes et des ventes, contrôle qualité, techniques d'animation...

L'appui à des acteurs agricoles pour la création et promotion de (6) pépinières d'arbres pour le bois-énergie et fruitiers : formations techniques, formation en gestion d'une TPE, techniques de marketing / vente et diffusion de formation aux usagers-clients.

L'appui à la formation de jeunes dans ces métiers en vue de pérenniser les savoir-faire acquis.

Ce projet est issu de plusieurs entretiens avec le Président du Conseil Départemental de la Bouenza, préoccupé par l'accès difficile et coûteux au bois énergie, base de la préparation des repas pour 97% de la population du département. Le Conseil Départemental de la Bouenza est d'ailleurs le partenaire congolais du programme, ce qui est une première, et s'inscrit résolument dans une démarche de Développement local, déjà développée dans le cadre d'autres projets.

Ce projet est autonome vis-à-vis des projets déjà en cours, FCE (filiale cuiseurs économes) et ECODEL (agriculture et développement local), mais il pourra bénéficier des expériences déjà acquises, d'un travail d'équipe avec les responsables de ces programmes. Des synergies seront appelées à se développer entre ces projets.

La suite à la page 12.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 11.

L'objectif de marche vers l'autonomie est un fil rouge dans chaque projet conduit par ID et il s'étend à la gestion des équipes locales. Des compétences susceptibles de prolonger le travail mené par ID sont à encourager et faire émerger au sein de l'équipe projet. Un des enjeux du poste sera donc d'encourager et accompagner les initiatives, former les membres de l'équipe, pour assurer une prise d'autonomie après le projet.

Un des enjeux de ce poste sera aussi d'être créatif pour développer des partenariats exemplaires avec le CDB, avec les divers entrepreneurs soutenus, et imaginer des solutions innovantes pour pérenniser le projet (entrepreneurs, associations, groupements de fabricants, de revendeurs etc.).

Enfin le/la RP sera aux côtés de la DP pour rechercher les financements complémentaires à la réalisation de l'action, actuellement financée à 75%.

ID recrute un responsable de programme pour lancer et mener le projet sur les 2 ans de sa durée.

Missions du RP

Vous serez chargé de la conduite du projet dans tous ses aspects :

Planification et suivi de l'ensemble des activités du projet

Recrutement, et management d'une équipe constituée de 7 personnes : 1 assistant comptable, 1 animateur qualifié Qualité-Production, 1 animateur qualifié marketing-promotion, 1 animateur qualifié agronomie-arboriculture, 1 chauffeur logisticien et 2 gardiens

Gestion administrative et financière du projet : budget de 668.000 € pour 2 ans.

Gestion du partenariat avec le Conseil Départemental de la Bouenza, les élus locaux et les entrepreneurs bénéficiaires.

Etablissement de rapports d'activité réguliers, auprès de la Direction pays et ID tous les 2 mois, auprès de l'UE et le Ministère du Plan (bailleurs) chaque année.

Capitalisation des activités au sein de son programme en lien avec l'appui des chargés de capitalisation du siège.

Représentation du programme vis-à-vis des autorités locales et des partenaires financiers en lien étroit avec la Direction Pays.

Vous serez appuyé et supervisé :

Vous travaillerez sous la responsabilité hiérarchique d'une directrice pays expatriée basée à Brazzaville qui est responsable de l'encadrement et du développement des interventions d'ID au Congo (cohérence entre les programmes, respects des engagements...). La directrice pays est responsable de la sécurité des équipes d'ID et assure l'interface avec le siège et les partenaires financiers des programmes.

Vous bénéficierez de l'appui technique des pôles partenariat, développement local et énergies renouvelables, basés au siège. Lors de sa formation au départ, le/la RP bénéficiera d'une formation de ces 3 pôles sur les aspects techniques et les enjeux du projet. Il est à noter que dans le cadre du projet, le/la RP sera amené à participer

à des sessions d'échanges et de capitalisation, une fois par an au siège à Poitiers. Des missions inter projets menés au Congo sont programmées chaque année.

Vous serez en outre appuyé par un contrôleur de gestion basé pour le moment au siège dans la gestion administrative financière et logistique du programme (1 mission inter-programme par an).

L'équipe d'ID au Congo se compose aujourd'hui d'environ 25 personnes dont 1 DP et 3 RP expatriés (bas, ainsi qu'un volontaire de solidarité internationale. Le bureau du FCE à Brazzaville sert également de bureau et chambre de passage lors des passages périodiques des RP de la Bouenza et de la Lekoumou ... des échanges réguliers sont programmés entre DP et RP, avec des séances de travail communes, et de temps à autre des participations aux manifestations des autres programmes.

Cadre de travail et de vie :

Le projet disposera d'1 véhicule 4x4, pour ses nombreux déplacements dans le département.

Le bureau du projet sera situé à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza. Madingou est une ville de taille moyenne en plein essor disposant de l'eau et l'électricité. Les grands axes de la ville sont goudronnés et cette dernière se trouve sur la grande route tout juste inaugurée reliant Brazzaville (à 5h de Madingou) à Pointe Noire (à 5h de Madingou). La ville bénéficie par ailleurs d'investissements conséquents dans le cadre de la municipalisation accélérée (construction en cours

La suite à la page 13.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 12.

d'un stade, d'un hôpital...), d'un marché animé et de quelques bars et restaurants.

Elle se trouve également sur la ligne de chemin de fer reliant Brazzaville à Pointe-Noire (fréquence et horaire très aléatoires). Des liaisons aériennes sont possibles vers Brazzaville depuis Nkayi (à 30mn de Madingou, ville de 50 000 habitants) ou Dolisie (à 2h de route goudronnée). Pour Pointe Noire, des liaisons existent également de ces 2 villes.

Par ailleurs le siège du programme ECODEL, Mindouli, est à 1h30, et celui du programme ADEL (Lékoumou) à 5h, dont 3h de piste. Une antenne du programme ECODEL (avec une équipe de 3 personnes) est située à Mouyondzi, ville voisine de la Bouenza.

Ville Madingou

Expériences / Formation du candidat

Pas de connaissances techniques

spécifiques nécessaires, mais :

Une expérience en gestion de projet en expatriation (organisation et mise en œuvre du projet, management d'une équipe, établissement de rapports, recherche de financements complémentaires, relations avec les autorités et autres partenaires)

Une approche généraliste et entrepreneuriale ;

Un intérêt évident pour le travail avec des élus, avec des artisans et agriculteurs,

Un intérêt pour le marketing et la diffusion, la formation et l'accompagnement des personnes

Esprit créatif et entrepreneurial, qualités d'écoute, de patience, et d'animation d'équipe, bon manager, sens de la diplomatie et la négociation, ouvert sur des approches culturelles différentes. Rigueur nécessaire dans la gestion du projet.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Appui institutionnel, Décentralisation, Economie, Finance, Administration

Pays Afrique, Congo-Brazzaville

Contrat CDD

Durée du contrat

CDD d'usage sur la durée du programme, 2 ans

Salaire / Indemnité

De 1450 € bruts à 1745 € selon profil. Indemnité de vie mensuelle de 830 €. Couverture sociale et médicale complète, assurance rapatriement.

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact
recrut124@id-ong.org

Date de fin de validité 01/11/2016



Avis de recrutement

POSTE : Coordonnateur régional - Haïti

Description

Durée du contrat : Six Month Contract

Date de Needed Par : ASAP

Nouveau message ou remplacement : Remplacement

Accompagné / Unaccompanied: Unaccompanied

Job Exact Lieu : L'île de la Gonâve, Haïti

Rapports : Directeur Pays

Responsable de : Project Managers (WASH et moyens de subsistance) ; Administrateur de base ; Assistant financier.

Communique Avec : CD, Programmes DP, officier de logistique DS, Pays contrôleur financier, directeur des ressources humaines, IT Manager, les conseillers

Objectif de l'emploi :

En tant que membre de l'équipe de gestion du pays, le Coordonnateur de

secteur (AC) pour La Gonâve fournira un leadership de qualité et d'assurer la gestion efficace et professionnelle du poste de Concern ouragan d'intervention d'urgence Matthew. En outre, le coordonnateur régional coordonnera et directeurs de programmes de soutien dans les programmes WASH et de subsistance respectifs fermant, et d'assurer une communication efficace avec les parties prenantes de la communauté, les autorités locales et l'équipe de la haute direction sur toutes les questions liées à la Gonâve.

Le rôle englobe la surveillance et le

La suite à la page 14



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

soutien non seulement des programmes de préoccupation dans le domaine, mais aussi des besoins administratifs et logistiques de ceux-ci, grâce à une équipe de personnel de soutien.

Le coordonnateur régional traduit le Plan stratégique national ainsi que la CMT en propositions de projets pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions en conformité avec le mandat de préoccupation, tout en surveillant constamment le contexte opérationnel, ce qui donne un sens à des principes et des valeurs humanitaires de préoccupation.

Le coordonnateur régional traduit le Plan stratégique national ainsi que la gestion de l'équipe de pays (CMT) en propositions de projets pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des interventions en conformité avec le mandat de préoccupation, tout en surveillant constamment le contexte opérationnel, en donnant un sens aux principes humanitaires de préoccupation et valeurs. Le coordonnateur régional gère directement les équipes de projet à Saut d'Eau et des rapports au directeur des programmes. Le coordonnateur de la région reçoit un soutien fonctionnel en ce qui concerne les questions de programme du coordonnateur du programme / conseillers concernés, en ce qui concerne la logistique des questions du directeur des systèmes et en ce qui concerne les questions financières du contrôleur financier Pays.

Principales Tâches et responsabilités :

Pour coordonner et gérer la réponse des équipes d'urgence à l'ouragan Matthew liaison avec les principaux intervenants et partenaires et élaborer une stratégie pour répondre.

Pour contribuer à la planification des programmes de préoccupation, y compris la révision et la mise à jour du Plan stratégique national, les plans annuels (ressources financières et humaines) et des révisions budgétaires en consultation et en collaboration avec la CMT

Pour préparer et suivre les propositions de projets, les budgets des projets et des évaluations de projet, en consultation et en collaboration avec l'équipe de gestion de pays.

Pour être responsable de la surveillance de la gestion des programmes qui sont directement gérés par les gestionnaires de projet sur La Gonâve, en optimisant l'utilisation du potentiel des ressources logistiques, financières et humaines, en conformité avec les normes et les politiques Concern.

Veiller à la mise en œuvre en temps opportun et de haute qualité du programme La Gonâve dans les plans et budgets convenus, en assurant la qualité des rapports en temps opportun et de haute au directeur et programme de pays pour la soumission à l'AC, les donateurs et les partenaires

Élaborer des plans de suivi et d'évaluation et de veiller à ce qu'ils fassent partie intégrante de la programmation et sont correctement mis en œuvre pour assurer la mesure et la réalisation de l'impact des interventions du programme

Organiser la capacité de la Protection civile dans le projet et assurer PEER (préparation à l'intervention d'urgence efficace) des actions sont entreprises conformément au plan.

Veiller à ce que le genre et l'égalité, la protection, DRR (Disaster Reduction des risques) sont intégrés dans toute la conception et l'exécution des programmes

Assurer la liaison et brève l'équipe de gestion principal (SMT) sur le programme et le contexte de la situation (par exemple, l'évolution de l'administration locale, la situation de sécurité, situation humanitaire)

Communication et représentation :

Pour représenter Concern sur La Gonâve, en tenant compte du Plan stratégique du pays et les buts et les objectifs du programme.

Pour établir et entretenir des relations

avec les autorités locales et d'autres organisations sur des questions relatives aux projets.

Pour agir comme un intermédiaire entre l'équipe de pays de gestion (CMT) et le personnel du projet.

Assurer la liaison avec d'autres OING, partenaires locaux et des représentants du gouvernement, au besoin et en étroite coordination avec les chefs de projet

Représenter Concern Haïti lors des réunions de coordination avec les autorités locales, les ONG, etc., au besoin

Assurer une gestion adéquate des relations avec les partenaires locaux, y compris la planification et la supervision de l'évaluation des capacités, le renforcement des capacités et le suivi des progrès réalisés par les partenaires par rapport aux plans convenus entrepris par le personnel désigné.

Direction financière :

Pour développer et contrôler les budgets des projets dans les gestionnaires de projets de collaboration et les chefs de département.

Pour assurer la mise en œuvre correcte et complète de l'administration financière du programme / projet selon les systèmes de préoccupation et des normes, à savoir la comptabilité, l'administration du personnel national, la gestion sûre et la trésorerie et la planification des flux de trésorerie.

Gestion des ressources humaines

Directement gérer en ligne les gestionnaires de projet et les chefs des finances et de l'administration.

Assurer des séances d'information, des évaluations à mi-parcours, les évaluations de fin de mission et débriefings du personnel au niveau des projets sont entrepris conformément à la politique.

Fixer des objectifs et des objectifs et entreprendre un examen participatif et la rétroaction des rapports directs.

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Soutenir le renforcement global des capacités de l'équipe de La Gonave

Contribuer au processus de dotation en préparant des profils d'emploi et de fournir sa / son avis aux candidats proposés par le bureau des ressources humaines.

Identifier les besoins et d'assurer une formation appropriée pour répondre aux besoins identifiés en collaboration avec le personnel de programme et le directeur des ressources humaines.

Veiller à ce que toutes les questions relatives à la performance ou à la discipline sont traitées conformément à la préoccupation manuelle du personnel Haïti.

Gestion de la sécurité

Le coordonnateur régional sera le point focal de sécurité (SFP) pour La Gonave

Surveiller et faire rapport sur l'état de la sécurité dans la zone du programme au Pays SFP (ACD-Systems)

Veiller à la mise en œuvre du plan de gestion de sécurité et les procédures normalisées d'exploitation et des plans d'urgence

Veiller à ce que la sécurité des protocoles sont respectés par l'ensemble du personnel

Bref tout le personnel sur les procédures et les politiques de sécurité

Identifier les besoins de formation de sécurité à mesure qu'ils surviennent
Autres fonctions

Adhérer pleinement aux engagements et aux règles de la politique du Programme de protection des participants de Concern et code de conduite (P4 et CofC), y compris le respect de la confidentialité

Rapport au gestionnaire approprié toutes les violations du P4 ou CofC

Entreprendre toute autre tâche pertinente qui pourrait être affecté par le PACD / CD ou son délégué

Ville La Gonave

Expériences / Formation du candidat

Education, Qualifications et expérience requises :

Degré pertinent (agronome, économiste, la santé publique, le développement rural)

Un minimum d'expérience à l'étranger trois ans pertinente dans les domaines humanitaires et / ou de développement au niveau de gestion du programme

Expérience confirmée dans la supervision, la gestion / le coaching et la formation d'autres (gestion des personnes)

Une expérience dans la conception du projet, la planification, le suivi et l'évaluation dans un contexte humanitaire ou de développement

Expérience dans la gestion financière, l'élaboration du budget et le suivi

L'expérience dans le traitement avec les autorités locales, les organismes nationaux et internationaux / ONU des ONG

Langue : Courant en français et en anglais

Compétences spéciales, aptitude ou personnalité Exigences :

Familier avec le cycle de gestion de projet

Familier avec la logistique et des processus administratifs

Aptitude avérée à assumer la responsabilité des questions de sécurité

Capacité d'agir dans le cadre d'une équipe multiculturelle et multidisciplinaire

Capacité à organiser et prioriser la charge de travail, en utilisant l'initiative, le cas échéant

Aptitude à représenter l'organisation (inter) homologues nationaux et les

compétences de négociation éprouvées

Capacité à faire face au stress, travailler sous pression souvent dans des délais stricts

Flexibilité, adaptabilité, sens de l'humour et de la patience

Capacité à motiver et développer les compétences des autres

Facilitation et les relations interpersonnelles

Analyse et résolution de problèmes

Aptitude à évaluer les problèmes et recommander des solutions

Méthodique et approfondie

Traversez la sensibilisation culturelle et la sensibilité aux différences culturelles

Préparé pour travailler et vivre dans un environnement difficile

La sensibilisation aux questions de genre

Bonne connaissance et de la compétence des applications informatiques à savoir Microsoft Office Professionnel

Permis de conduire valide

Un passeport valide pour la période de couverture outre-mer

SOUHAITABLE

Education, Qualifications et expérience requises :

Maîtrise en discipline pertinente (aide humanitaire, le développement communautaire, l'égalité, etc.)

Une expérience de gestion avec Concern

Expérience dans les techniques de suivi et d'évaluation

Compétences spéciales, aptitude ou personnalité Exigences :

L'expérience en matière de plaider ou de connaissances de base des droits de l'homme

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

Expérience dans les interventions d'urgence

Compétences de formation

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

Activités : Agriculture, Environnement

Pays Amérique latine, Haïti

Contrat CDD

Durée du contrat 6 mois

Salaire / Indemnité

32.490 € à 39.723 € rata et les avantages pro annuel

Documents à envoyer

Toutes les demandes doivent être soumises par le biais de notre site Web à <https://jobs.concern.net> par date de clôture.

CV ne devrait pas être plus de 4 pages.

En raison de l'urgence de cette position, il peut être offert avant la date limite.

Email de la personne contact hrenquiries@concern.net

Postuler en ligne <https://jobs.concern.net>

Date de fin de validité 19/10/2016



Avis de recrutement

POSTE : Réhabilitation Superviseur technique - Turquie

Description

Depuis 2013 IMC opère un programme de réadaptation de soutien aux personnes handicapées (PWD) et les personnes avec des blessures (PWI) touchés par la crise syrienne. IMC fournit un soutien direct aux personnes handicapées et PWI par des équipes mobiles des physiothérapeutes et des travailleurs de réadaptation qui offrent des services de physiothérapie et de réadaptation dans les maisons des installations de soins de santé, de niveau et de soins à domicile.

En plus des services de réadaptation aux personnes handicapées, IMC former également les membres et les gardiens, la famille dans différentes techniques de soins de réadaptation au niveau des ménages et des installations pour assurer la continuité du plan de soins de réadaptation. IMC travaille également avec des partenaires locaux pour fournir des services de réadaptation en fournissant package de support flexible qui peut inclure la formation du personnel et des incitations, matériel de réadaptation de base, les consommables et les coûts de fonctionnement.

Le renforcement des capacités au sein du personnel de réadaptation est effectué par une combinaison de sur la surveillance de l'emploi et des formations formelles. La sensibilisation

des personnes handicapées, en ciblant les professionnels non-santé et de la santé pour renforcer la compréhension des besoins et des droits des personnes handicapées font partie du programme.

SOMMAIRE DU POSTE

Le superviseur technique de réadaptation sera basé dans le sud de la Turquie (Gaziantep) avec Voyage fréquents entre les sites de terrain pour l'évaluation, le soutien, des formations, etc., au besoin.

Le superviseur technique de réadaptation doit travailler en étroite collaboration avec le coordonnateur de la réadaptation (RC) et est référent technique pour assurer la qualité technique et la cohérence des activités de réadaptation physique.

Les responsabilités spécifiques comprennent :

Référent technique personne des mesures de renforcement des capacités de réhabilitation.

En coordination avec le RC, le superviseur technique représente IMC dans le groupe de travail du secteur, le cas échéant.

Régulièrement visiter tous les sites et fournir un appui technique

**F O N C T I O N S E T
R E S P O N S A B I L I T É S
E S S E N T I E L L E S**

Pour effectuer ce travail avec succès, une personne doit être en mesure d'effectuer chaque fonction essentielle avec ou sans accommodement raisonnable

Développement des capacités :

Processus d'évaluation de la capacité technique du personnel technique travaillant avec l'équipe de réadaptation Définir.

Élaborer et mettre en œuvre le plan de développement des capacités, mesurer les résultats et l'impact des mesures de développement des capacités en termes de gain de compétences et de connaissances, le changement dans les pratiques cliniques.

Développer du matériel de formation sur le handicap et la réadaptation en général pour les fournisseurs non-services travaillant avec d'autres organisations.

Assurance Qualité :

En collaboration avec le personnel national, s / il assure l'aspect de la qualité du programme de réhabilitation.

Conception et / ou contextualiser et / ou mettre à jour des outils techniques, des protocoles, des formations, des dépliants et d'autres documents pertinents et les diffuser au sein de la mission lors de la validation préalable par l'AC ou d'autres personnes concernées.

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

En collaboration avec REPAS développer outil / méthodologie pour mesurer le niveau de satisfaction des clients, la performance du centre maison / de réhabilitation des soins pris en charge, etc.

Logistique et approvisionnement

Veiller à la description technique appropriée pour la réhabilitation est des dispositifs est prévu pour les marchés.

Le plomb dans le développement de l'assurance qualité et de valider les dispositifs de qualité en cours de livraison si elle est acceptable ou non acceptable dans tous les sites

Information, Education et Communication

Apporter une contribution technique pour l'élaboration de matériel d'information technique et de la visibilité, de l'éducation et de la communication, conformément aux exigences du projet.

La déclaration ci-dessus est destiné à décrire la nature générale et le niveau de travail et ne vise pas à être une liste exhaustive de toutes les responsabilités, les compétences, les efforts, ou les conditions de travail associées à la position.

Prévention de l'exploitation et les abus sexuels

Promouvoir activement les normes LEFP (prévention de l'exploitation et les abus sexuels) au sein de l'International Medical Corps et parmi les bénéficiaires desservis par International Medical Corps.

Conformité et éthique : favorise et encourage une culture du respect et de l'éthique tout au long de l'International Medical Corps. Comme applicable à la position, maintient une compréhension claire de l'International Medical Corps 'et les normes de conformité des donateurs et de l'éthique et adhère à ces normes. Effectue travailler avec le plus haut niveau d'intégrité. D'

Autres tâches qui lui sont assignées. Les fonctions et responsabilités énumérées sont représentatives de la nature et le niveau de travail assigné et ne sont pas nécessairement tout compris.

Ville / Ville Antakya, Turquie

Expérience / Qualifications

«Pour effectuer ce travail avec succès, une personne doit être en mesure d'effectuer chaque fonction essentielle avec ou sans accommodement raisonnable.»

Physiothérapeute licence ou un thérapeute essentiel au travail

L'expérience de la mise en œuvre d'un projet en physiothérapie des personnes blessées en situation de conflit (expérience de la guerre blessé la gestion des soins obligatoires) est un atout

Familiarité avec les opérations humanitaires internationales, des structures de coordination, et les mandats des donateurs, des agences de l'ONU, et d'autres ONG

Forte planification des achats, le suivi des indicateurs, etc. pour les grands programmes est nécessaire

Sensibilisation interculturelle et un aperçu des questions liées au handicap

Aptitude à faire preuve de jugement et de prendre des décisions avec une supervision limitée

Extrêmement flexible, et ont la capacité de faire face à des situations de stress et de frustrations, ainsi que de gérer les tâches concurrentes et une charge de travail élevée.

Aptitude à se rapportent à et motiver efficacement le personnel expatrié et local.

Créative et capable de travailler avec des ressources limitées.

Esprit d'équipe et de solides compétences en communication, à la

fois orale et écrite

La compréhension de la pensée actuelle sur la programmation d'invalidité

Compréhension démontrée des UNCRPD, et d'autres directives de l'ONU sur les questions liées au handicap, comme les fauteuils roulants, P & O, etc.

Expérience du développement communautaire et la mise en place de programmes communautaires

Compétences en gestion du personnel bonne forts

De préférence, l'expérience avec les organisations des personnes handicapées

La compréhension de la programmation fondée sur les droits

Forte de l'anglais oral et écrit est indispensable et la maîtrise de l'arabe est un plus.

«International Medical Corps est fier d'offrir des possibilités d'emploi égales à tous les employés et les candidats qualifiés sans distinction de race, de couleur, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle, l'origine nationale ou ethnique, l'âge, le handicap ou le statut d'ancien combattant.»

Positions Coordonation, gestion de projet

Domaines d'activité Santé

Pays Europe, Turquie

Contrats Position fixe terme

En ligne de lien de l'application <http://careers.internationalmedicalcorps.org/careers>.



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Site à Ouaga 2000 face à
Tournoi de l'UNICIP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées:

✓ Statistique et Informatique Décisionnelle

✓ Génie Logistique et Transport

✓ Droit

**(-)50% sur les frais de scolarité pour les 30
premiers inscrits par filière***

Déché de réception des dossiers de préinscription: 30 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie!

*Sur demande de conditions

Renseignement: Tel: (+226) 77 01 14 54 / (+226) 65 52 36 36 / (+226) 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
 +226 65 52 36 36
 Université OUAGA 3S Ouagadougou, Tél (+226) 77 01 14 54 / 25 49 53 00 / 25 49 54 00, www.univouaga3s.org, un3s@univouaga3s.org
 Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEPR du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours
Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion,
Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de
l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des
Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. **Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. **Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. **Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. **Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. **Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

15 10 2016 AU 22 10 2016 Groupe 4

1200 LOGEMENTS	22625360252	MUSSE	22625366841
AMITIE MIYOUGOU	22625385236	NATIGE	22625362800
BETHANIA	22625313141	OUEDRAGO	22625371652
CIRCULAIRE SEDE	22625384491	PIERRE TAPSOBA	22625484433
DIAWARA	22625306068	PRINCIPALE	22625375415
ESPOIR	22625315412	SAHEL	22625318195
CARE	22625316206	SIG NOGHIN	22625431778
HIPPODROME	22625503412	SIRA	22625431778
HOPITALE	22625306641	SOMAGADE	22625358244
JEAN PAUL	22625418154	SOTISSE	22625364148
KADIAOGO	22625318788	UNITE	22625343942
KOUMA	22625385742	VENEGRE	22625430587
LALLE	22625456725	VIDAL	22625315288
LES GRACES	22660808077	VIEL	22625459825
LOUIS PASTEUR	22625335867	WEND KUNI	22625362015
MAIGNON	22625310120	WEND YAM	22625483047

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATIONS INI-
TIALE ET CONTINUE

Tél : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRSI/SG/OU2/P/UFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



Appel à candidatures pour le Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance In- ternationale (MAFI)

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public (Etudiants et Professionnels) de l'ouverture d'un test de recrutement des étudiants de la 5ème Promotion du Master Professionnel et Recherche en Macroéconomie Appliquée et Finance Internationale (MAFI) à compter de la présente rentrée 2016-2017.

Cette formation est ouverte aux titulaires d'un diplôme au moins équivalent à la maîtrise dans les disciplines des sciences économiques et gestion, et se déroulera sur 18 mois.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée du ou des diplômes ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ; - Les relevés de notes ;
- Une attestation d'expérience professionnelle (le cas échéant) délivrée par le supérieur hiérarchique du candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II;

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte une épreuve d'économie et une épreuve de culture générale.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du jeudi 13 octobre au mercredi 26 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : samedi 29 octobre 2016

Entretien : jeudi 03 novembre 2016 (recherche unique-ment)

Résultats : mardi 08 novembre 2016

Frais de formation :

MAFI Professionnel : 750.000 F/an + 50.000 F pour inscription)

MAFI Recherche : 350.000F /an + 15 000F pour inscription

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

- Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 47 11 67

**Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des
Palmes académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNO-
VATION
SECRETARIAT GENERAL
UNIVERSITE OUAGA II
PRESIDENCE 12 BP 417 Ouagadougou 12
Tél. (226) 25 36 99 60 N°2016

BURKINA FASO
.....
Unité – Progrès – Justice

...../MESRS/SG/UOII/P COMMUNIQUE



Appel à candidatures pour le test de recrutement d'étudiants pour les 1^{re} promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie

Monsieur le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture d'un test de recrutement de 50 étudiants pour les 1^{re} promotions des Masters en Ingénierie Mathématique – Economie et Ingénierie Statistique Economie pour la rentrée 2015-2016.

Cette formation est ouverte aux personnes titulaires du diplôme de la licence en Mathématiques ou en économie ou tout autre diplôme reconnu équivalent et se déroulera sur 02 ans dont 03 mois de mise à niveau en Mathématiques pour les économistes et en économie pour les Mathématiciens ; la 1^{re} année est un tronc commun.

La formation est sanctionnée par un Master en Ingénierie Mathématique pour l'Economie, les Finances et l'Actuariat et un Master en Ingénierie Statistique Economie.

Les candidats doivent déposer un dossier de candidature comprenant :

- Une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II;
- Une photocopie légalisée de l'attestation de la licence et des relevés de notes de la 1^{re} année à la 3^e année ;
- Un Curriculum Vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Un reçu de paiement des frais de dossier (non remboursable) d'un montant de 15.000 F CFA délivré par l'agence comptable de l'Université Ouaga II.

Les candidats présélectionnés subiront un test écrit et un entretien.

Le test comporte, pour les économistes, une épreuve de mathématiques générales, une épreuve de statistiques – probabilité, microéconomie et macroéconomie et pour les mathématiciens une épreuve d'algèbre, une épreuve d'analyse, une épreuve de statistique, une épreuve de probabilité et une épreuve de mesure et intégration.

Dépôt des dossiers de candidatures :

Période : du 03 au 24 octobre 2016

Publication des résultats de la présélection :

Test écrit : 27 octobre 2016

Entretien : 29 octobre 2016

Résultats : 31 octobre 2016

Début des cours : 07 novembre 2016

Frais de formation : 750.000 F/an

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le :

Secrétariat du Directeur de l'UFR/SEG, Tél. (226) 25 30 73 69

**Le Président Pr. Stanislas OUARO Chevalier de l'Ordre des
Palmes académiques**



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

Programme de bourses 2017 de leadership de la fondation Mo Ibrahim



Le Programme de Bourses de leadership Ibrahim est une bourse sélective qui prépare la prochaine génération d'éminents dirigeants africains, en leur offrant des opportunités exceptionnelles à travailler aux niveaux les plus élevés, dans des institutions africaines ou des organismes multilatéraux qui ont pour vocation d'améliorer les perspectives économiques et

sociales de l'Afrique.

Ce programme de bourse permet aux personnes talentueuses de renforcer et d'améliorer leurs compétences professionnelles, dans le but de contribution à la gouvernance et au développement de leur pays, et ce, par la création d'une réserve de futurs leaders africains.

Dans la sélection du récipiendaire de Mo Ibrahim pour 2017, l'accent sera mis sur les Cinq grandes priorités de la Banque (le Top 5), à savoir : i) Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; ii) Nourrir l'Afrique ; iii) Industrialiser l'Afrique ; iv) Intégrer l'Afrique ; et v) Améliorer la qualité de vie des populations africaines.

Les compétences recherchées sont notamment de solides capacités d'analyse en matière de politique à différents niveaux et la capacité d'exécuter des modèles.

Date de clôture : 14 octobre 2016

Pour en savoir plus :

- <http://mo.ibrahim.foundation/fellowships/>
- <http://www.afdb.org/fr/about-us/careers/current-vacancies/vacancy/2017-mo-ibrahim-foundation-leadership-fellowship-program-2401/>



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



15 Octobre 1987-15 octobre 2016

Le Burkina Faso 29 ans après...